



PÊCHÉ RUE DE LA TRUITE

Caméras cachées

Il a fallu la démission de Joseph Deiss pour que l'affaire des photos prises à l'insu de Moritz Leuenberger lors de ses vacances cesse de faire couler de l'encre. Dans *Le Matin* de mercredi dernier (le pseudo-payant, donc), le rédacteur en chef Peter Rothenbühler, tout en admettant avoir violé les principes en usage dans la presse helvétique, justifiait ainsi la publication par son titre des clichés du président en maillot de bain: «D'ailleurs, je ne pense pas que Moritz soit vraiment fâché. Quand j'entends les commentaires des femmes, elles le trouvent plutôt sexy. Plus costaud et poilu, donc bien plus viril qu'on l'imaginait.» A ce rythme, Peter Rothenbühler pourra bientôt aller planquer ses caméras cachées dans les toilettes du Palais fédéral pour nous prouver que Moritz a du poil à l'arrière-train. DEY

Neuchâtelois à la rescousse

Neuchâtel a beau s'enfoncer dans les difficultés financières: le canton est riche en ressources... humaines. Il y a quelques mois, le conseiller administratif Patrice Mugny frappait un grand coup en allant y débaucher Jacques Hainard pour diriger le Musée d'ethnographie de Genève. La semaine dernière, c'est le Conseil d'Etat genevois *in corpore* qui appelait au secours l'ex-magistrat et procureur général neuchâtelois Thierry Béguin pour venir remettre de l'ordre dans une Université à la dérive. Restons désormais sur nos gardes: si ça continue ainsi, on va bientôt voir débarquer Jean Studer au bout du lac... DEY

On nous cache tout...

La démission de Joseph Deiss du Conseil fédéral a créé «une énorme surprise». En effet, de nombreuses personnes ont été stupéfaites d'apprendre que le prof d'économie politique prétend avoir dirigé l'économie du pays durant sept ans. PCR

...on nous dit rien!

Un autre professeur a créé la surprise en annonçant sa démission. C'est le recteur de l'Université de Genève, André Hurst. Dans son cas, la surprise vient du fait que sa démission a été refusée. PCR

EN BREF

CHAMP-DOLLON

Promenade dominicale sur fond de protestation

Une centaine de détenus de la prison de Champ-Dollon à Genève ont refusé de rentrer de promenade dimanche en fin de matinée. Selon une information diffusée hier par la *Tribune de Genève*, les protestataires ont demandé à rencontrer la direction pour lui remettre une lettre de revendications. Ils réclament un accès facilité aux places de travail en atelier ainsi qu'aux appareils téléphoniques, une augmentation du nombre de colis reçus et enfin, un meilleur catalogue d'épicerie. Assurés que la direction allait étudier leurs revendications, les détenus ont progressivement regagné leurs cellules entre 16h et 17h. SBN

PALEXPO

Le Salon du livre tourne la page 2006

Près de 115 000 personnes ont afflué au 20^e Salon international du livre et de la presse organisé à Genève. Durant cinq jours, il a accueilli 300 exposants et des centaines d'auteurs. Une exposition Chagall y était aussi proposée. La fréquentation est en hausse par rapport à l'édition 2005, qui avait attiré 104 000 visiteurs. Les promoteurs du salon ont indiqué hier que «la quasi-totalité des exposants a manifesté sa satisfaction». Du 27 avril au 1^{er} mai, cette édition a programmé maintes animations. L'Algérie en était le pays hôte d'honneur. Le salon a servi de cadre à la remise de récompenses, dont par exemple le Prix des auditeurs de la Radio Suisse romande, attribué à Jean-Luc Benoziglio pour *Louis Capet, suite et fin*. Emmanuelle Pagano a reçu le Prix TSR du roman pour *Le tiroir à cheveux* et Jean-François Chabas a obtenu le Prix TSR littérature ados pour *La Charmé*. ATS

PUBLICITÉ

MUSIQUE DE CHAMBRE

par les élèves de la filière préprofessionnelle de la Fédération des Ecoles Genevoises de Musique

Mardi 2 mai à 19h30

Concert tout public et commenté
Entrée libre

Vernier – Maison Chauvet-Lullin
Rue du Village 57 – bus 6-19-52
Tél. 022 308 07 80 – www.vernier.ch

Pour aider un parent dépendant, il faut aussi pouvoir être aidé

SOCIAL • Via un concours d'écriture, l'Unité d'action communautaire des Eaux-Vives, à Genève, poursuit un projet destiné aux «aidants naturels».

CORINNE AUBLANC

«Je suis inquiète si je dois sortir. Je n'ose pas m'absenter. Il doit prendre ses médicaments à heure fixe, et la nuit, il n'arrive pas à dormir...» Le mari de Nicole souffre de la maladie de Parkinson. Ce dernier mène encore une vie à peu près normale – «il se débrouille». Cependant, poursuit Nicole, exténuée, «ce que les médecins ne disent pas, c'est à quel point une maladie comme celle-là peut changer la vie d'un couple. On a perdu nos repères.»

Nicole est une «aidante naturelle», comme l'on nomme

ces nombreuses personnes – quasi uniquement des femmes – qui s'occupent bénévolement d'un proche devenu dépendant. Des «aidants» qui ne sont, eux, guère aidés dans leur rôle, en dépit de la lourdeur, émotionnelle et physique, qu'il représente. Car «sur la durée, l'aide à un proche n'est pas naturelle du tout», se risque Pierre Orelli, responsable de l'Unité d'action communautaire (UAC) du quartier des Eaux-Vives: «Lorsque la situation s'alourdit, le proche se retrouve dans un conflit de loyauté impossible à gérer. Ajoutez à la perte de lien so-

cial... l'aidant vit une situation à risque.» Depuis deux ans, la structure porte une attention particulière aux aidants du quartier, qui s'est notamment matérialisée, en 2005, par un cycle de rencontres sur le sujet. Cette année, l'UAC poursuit son projet avec un concours d'écriture organisé avec la Bibliothèque municipale des Eaux-Vives (lire ci-dessous).

«On ne nous voit pas»

Demander de l'aide en tant qu'aidant? «ça ne se fait pas», rétorque Nicole. Alors que les modes de vie ont changé, et avec eux le contexte du soin apporté aux parents, la question de la prise en charge d'un proche n'est pas prise en compte. «La question des aidants naturels reste confinée à la sphère privée, alors qu'elle constitue un problème public», défend Pierre Orelli, établissant un parallèle avec la violence conjugale, problématique à peine désengluée du tabou social.

De fait, à Genève, alors que la prise en charge des personnes en perte d'autonomie est assurée par un large réseau d'institutions, les aidants naturels ne bénéficient d'aucun soutien particulier. «On ne veut pas savoir qu'ils existent», déplore Denise. Cette infirmière en EMS, qui a choisi d'héberger son père depuis que ce dernier ne peut plus vivre seul, déplore l'absence de structure reliant les aidants sociaux aux aidants

naturels: «Lorsqu'ils diagnostiquent des cas de maladies lourdes, les médecins n'ont aucun réseau d'entraide à proposer». Elle souhaiterait voir les praticiens formés sur la question.

De son côté, Nicole fustige la difficulté d'accès à l'information: «Lorsque j'ai eu besoin d'être remplacée auprès de mon mari, personne ne m'avait parlé des possibilités d'accueil d'une semaine en EMS. Ou encore qu'un certificat médical pouvait être obtenu auprès du médecin traitant pour bénéficier des services de la FSASD (*Fondation des services d'aide et de soins à domicile*, ndlr).»

Reste qu'à Genève, 82% des personnes âgées de plus 65 ans ne recourent ni aux services d'aide à domicile, ni à un placement en EMS, selon l'Office cantonal de la statistique. Or, si ces aînés ne sont pas tous en perte d'autonomie, «selon toute probabilité, une part bénéficie d'autre formes de soutien, notamment de leur entourage», souligne l'OCSTAT. Part d'aidants difficile donc à estimer mais que le Conseil d'Etat souhaite porter à 5% dans les secteurs de l'aide à domicile, des EMS et autres foyers pour handicapés, d'ici à 2009. Entre vieillissement de la population et politique sanitaire, les aidants naturels seront bientôt assez nombreux pour organiser leur 1^{er} Mai. Devront-ils en passer par là pour être reconnus? I

*Prénom fictif



A Genève, 82% des personnes âgées de plus 65 ans ne recourent ni aux services d'aide à domicile, ni à un placement en EMS. INTERFOTO

METTEZ L'AIDE EN MOTS!

Un concours d'écriture mis conjointement sur pied par la Bibliothèque municipale et l'Unité d'action communautaire des Eaux-Vives, sur le thème «aidants naturels», doit contribuer ces prochains mois à accroître leur visibilité. «Il s'agit, explique la bibliothécaire Roane Leschot d'offrir aux aidants naturels la possibilité de faire (re)-connaître ce qu'ils vivent et contribuer ainsi à faire émerger la question sur la place publique». Les participants doivent habiter le canton, être aidant, aidé, ou encore témoin d'une expérience de prise en charge de proche. Dépôt des textes au plus tard le 30 juin à la Bibliothèque des Eaux-Vives. Remise des prix le 4 novembre et exposition des manuscrits jusqu'au 22 décembre. Les textes les plus représentatifs feront l'objet d'un recueil. CAC

Rens: BM Eaux-Vives, 2, rue Sillem, ou UAC, 38, rue des Vollandes, www.ville-ge.ch/bmu/concours/concours.html

LA BOILLAT

La pétition sera remise en juin

Pour l'instant munie d'un peu moins de cinq mille signatures, la pétition demandant à l'Etat de Berne «d'exercer un droit de préemption sur les actions du groupe Swissmetal» continue à circuler. Elle n'a pas été remise comme prévu le 1^{er} mai: les promoteurs de ce texte ont choisi de poursuivre leur quête de paraphes jusqu'au 1^{er} juin, date d'entrée en fonction du nouveau gouvernement Bernois.

Le texte demande également aux autorités des cantons suisses de réviser le droit des sociétés pour «y introduire la faculté des organes politiques de protéger certaines entreprises et de les soustraire à la désorganisation économique consécutive à la maladresse ou au souci de lucre de leurs propriétaires».

Ainsi, les actions de solidarité en faveur des employés de l'usine Swissmetal Boillat de Reconvilier se poursuivent. En soirée, une employée de l'usine devait s'exprimer lors de la fête du travail à Zurich, tandis que la récolte de fonds continue sur plusieurs fronts, chez Unia et auprès de la commune de Reconvilier. Le montant cumulé de ces fonds dépasse désormais le million de francs. Les prochains développements concernant la situation de l'usine de Reconvilier ne sont pas attendus avant la mi-mai, date à laquelle un expert dépêché sur les lieux en avril devrait rendre ses conclusions à Rolf Bloch, médiateur désigné par Joseph Deiss pour résoudre le conflit.

LOÉ

GENÈVE

Ikea recours au Tribunal fédéral

Ikea ne renonce pas à son idée d'implanter un magasin à Vernier (GE). Le fabricant de meubles suédois a décidé de se battre jusqu'au Tribunal fédéral (TF) pour faire annuler une décision de la justice genevoise défavorable à son projet.

L'entreprise combat l'annulation par le Tribunal administratif, début mars, du Plan localisé de quartier (PLQ) qui devait ouvrir la voie à l'implantation de son nouveau magasin. Un recours a été déposé vendredi auprès du TF, a indiqué Ikea hier dans un communiqué.

Le tribunal genevois avait rendu son verdict après avoir été saisi d'un recours de la part de huit opposants. Dans sa contre-attaque auprès du TF, Ikea entend faire reconnaître que la moitié d'entre eux n'avaient pas la légitimité pour

recourir, n'étant pas directement voisins du lieu choisi pour la construction.

Pour motiver l'annulation du PLQ, la justice genevoise avait estimé que l'étude d'impact sur l'environnement était incomplète, notamment quant aux nuisances liées au trafic. Ikea rappelle qu'il a consenti de nombreux efforts en matière de circulation, notamment avec une ouverture matinale à 9h30 seulement.

Ikea cherche à ouvrir un magasin dans le canton de Genève depuis de nombreuses années. Une décision défavorable du TF pourrait décourager définitivement le géant du meuble suédois, qui pourrait se tourner alors vers la France voisine, où plusieurs communes lui font des yeux doux. ATS